

Pipeline géant Keystone : l'avenir énergétique américain passe par le Canada



Le projet de pipeline géant entre le Canada et les Etats-Unis divise l'Amérique. Le président Obama doit l'approuver ou le rejeter dans les jours à venir. En jeu, l'avenir énergétique des Etats-Unis.

Avec Gérard
Olivier

Le président Obama va-t-il enfin approuver le projet "Keystone XL" ? Ou au contraire le remiser définitivement ?

Cette décision donnera l'indication la plus concrète de la politique énergétique de l'administration Obama. Elle est attendue avec anticipation par tous les Américains, partisans et opposants du projet. Ces derniers étaient quelques dizaines de milliers à Washington le week-end dernier, ralliés derrière la chevelure blonde de l'actrice Daryl Hannah, qui s'est laissée menottée devant les caméras...

Jusqu'à présent, le président s'est surtout payé de mots. Il s'est fait le chantre à la fois de l'indépendance énergétique américaine, des énergies renouvelables, du développement de la production gazière notamment à partir des gisements de gaz de schiste, tout en soulignant l'urgence de lutter contre le réchauffement climatique par un cap sur les émissions de CO2. Ce faisant, il a nourri ses différents amis et soutiens de promesses qu'il ne pourra pas toutes tenir car elles sont contradictoires. D'où pour lui un dilemme difficile à résoudre.

Le projet Keystone XL est un projet de pipeline reliant les gisements d'hydrocarbures et de sables bitumineux du Canada, à des raffineries américaines situées en Oklahoma et jusqu'au grand terminal de Houston-Port Arthur au Texas, sur le Golfe du Mexique. Une portion de plus de trois mille kilomètres existe déjà reliant l'Alberta à l'Illinois. Le projet Keystone XL consisterait à dédoubler et prolonger ce tracé pour multiplier par deux la capacité du pipeline et la porter à plus de 1 millions de barils /jour.

Le projet est à l'étude depuis 2008. Initialement prévu pour être opérationnel dès 2012, il a été retardé par des associations écologistes qui ont multiplié les procédures administratives et judiciaires à son encontre. Son coût est estimé à sept milliards de dollars et il créerait jusqu'à cent mille emplois.

Voici un an, écoutant les protestations des écologistes, le président Obama, avait repoussé le projet, et demander des études complémentaires. Dans le même temps, en mars 2012, en déplacement dans l'Oklahoma dans le cadre de sa campagne électorale, il avait soutenu avec véhémence la construction du segment de pipeline reliant Cushing, dans l'Oklahoma, à Port Arthur, au Texas, indiquant qu'il faisait de ce chantier *"la priorité de son administration"*.

C'était bien sûr jouer sur les deux tableaux, en vue de sa réélection. D'un côté il satisfaisait les écologistes, relativement peu nombreux (moins de 3% de l'électorat national) mais très actifs, très bien organisés, et qui votent très majoritairement démocrate. De l'autre il soutenait les créations d'emplois liées au projet et vantait l'objectif d'une indépendance énergétique accrue, souhaitée par l'immense majorité des Américains.

Aujourd'hui les études ont été menées et les rapports remis à l'administration. Parce que le projet est international, c'est le Département d'Etat, et donc son tout nouveau secrétaire John Kerry, qui doit remettre sa recommandation au président.

Interrogé lors de ses audiences de confirmation, Kerry a promis une réponse *"juste et rapide"*. Sans se prononcer dans un sens ou un autre. Mais il est aussi un des plus fervents partisans de la lutte contre le réchauffement climatique, qui passe par une réduction de la consommation d'hydrocarbures, et la promotion des énergies renouvelables... De sorte que son soutien est tout sauf acquis.

Kerry a réservé sa première rencontre officielle à son homologue canadien, M. John Baird. C'était le 8 février. Les deux hommes ont évidemment discuté du projet Keystone. Car le dossier comporte aussi une dimension diplomatique. La Canada est le premier partenaire commercial des Etats-Unis. C'est un pays à la fois voisin, allié et ami. Les Canadiens ont été quelque peu vexés par les tergiversations américaines. Les hydrocarbures constituent leur première ressource naturelle, une ressource qui doit être exportée pour être rentabilisée. Ottawa avait donc "menacé" d'exporter vers la Chine, si Washington rechignait trop.

Il serait incongru que les Etats-Unis refusent d'importer des hydrocarbures d'un voisin qui les soutient systématiquement sur la scène internationale, pour en importer de pays lointains, instables, peu fréquentables ou carrément hostiles comme le Nigéria, le Qatar, l'Iraq ou le Venezuela...

Le 24 janvier une majorité de Sénateurs s'est prononcée en faveur du projet. Mettant un peu plus la pression sur le président Obama, 48 heures après son investiture et quelques jours avant son discours sur l'Etat de l'Union. Dans celui-ci Obama a appelé à *"des investissements dans la recherche et le développement en matière d'énergie dignes de la Course à l'Espace"*. *"Aucun domaine n'est aussi prometteur, a-t-il dit, que celui de l'énergie américaine"*.

Avec l'exploitation des gaz de schiste les Etats-Unis ont, en effet, entamé une véritable révolution énergétique. Leur production augmente. Le prix du gaz aux Etats-Unis a chuté. Le sous-sol américain recouvrerait près de 25 mille milliards de m³, les plus importantes réserves mondiales connues à ce jour, et l'équivalent d'un siècle de consommation nationale... Les Etats-Unis pourraient devenir rapidement exportateur net et de nombreux pays importateurs, dont la Chine et le Japon, investissent aux Etats-Unis pour l'exploitation de gisements. La révolution du gaz de schistes recouvre ainsi la promesse d'une ré-industrialisation de l'Amérique, ce qui après cinq ans de crise et vingt ans de délocalisations fait rêver certains...

Jusqu'à présent toutefois cette révolution s'est opérée à l'initiative de personnes privées, sur des terres privées et d'Etat. Par sur le domaine fédéral. Washington est à la traîne du peuple américain. Si le président Obama déborde d'enthousiasme à l'évocation des perspectives de développement de cette filière, son administration freine plus qu'elle n'encourage le mouvement. L'Institute for Energy Research note ainsi que les autorisations de forages sur les terres fédérales ont été réduites de moitié depuis 2008.

Pour des raisons environnementales. L'administration craint que cette nouvelle ruée vers l'or noir ne se fasse au détriment des énergies renouvelables, des mesures de conservation d'énergie, et de la lutte contre le réchauffement climatique... A travers l'EPA, l'Environmental Protection Agency, elle multiplie les réglementations et ralentit le développement de ce secteur.

Le seul domaine ouvertement soutenu par l'administration Obama depuis 2008, est celui des énergies renouvelables, notamment du solaire. Des dizaines de milliards de dollars ont été investis. Parfois en pure perte. Le cas de la compagnie de panneaux solaires Solyndra qui a déposé le bilan après avoir reçu plus d'un demi-milliard de dollars de Washington avait défrayé la chronique en 2011. Le renouvelable ne représente que 4% de la production énergétique américaine. Avec un objectif de 8% en... 2030. Loin derrière les hydrocarbures et le charbon (72% de la production d'électricité). Les Etats-Unis importent toujours 40% de leur consommation d'hydrocarbures, soit près de 8 millions de barils jours.

Du coup la décision du président Obama concernant le projet Keystone revêt une forte dimension symbolique. Elle indiquera si le président souhaite effectivement voir une Amérique, plus indépendante en matière énergétique, et plus forte dans le domaine industriel. Ou s'il préfère changer de modèle.